

Statistiques trimestrielles de milieu ouvert

Au 30 septembre 2024

Secrétariat général
Service de la statistique, des études et de la recherche
Service statistique ministériel de la justice

Périmètre et définitions

Seules les personnes majeures sont comptabilisées dans les tableaux présentés dans cette publication. Le périmètre géographique est celui de la France entière, hors collectivités d'outre-mer.

Une personne est considérée comme **placée sous main de justice en milieu ouvert** lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Le suivi de l'ensemble du milieu ouvert nécessiterait l'intégration des prises en charge des services de l'application des peines (SAP).

Les mesures de milieu ouvert prises en compte sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites**, ici le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternative).
- les **mesures présentencielle**s, contrôle judiciaire, assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielle**s. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) ou en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les statistiques trimestrielles sont publiées dans ce document sur les 4 dernières années, au moins pour le même trimestre que le dernier publié de manière à éviter les effets saisonniers. Les séries longues, à partir du premier trimestre 2016, sont disponibles dans le tableur de synthèse.

Révision et qualité des indicateurs

Politique de révision

Les données provisoires (p) du trimestre T sont diffusées pour la première fois lors du 4e mois qui suit la fin du trimestre. Ainsi les données provisoires du 4e trimestre (T4) de l'année N sont diffusées en avril de l'année N+1. Les données correspondant aux trimestres précédents des années N et N-1 sont susceptibles d'être révisées à chaque publication et sont dites semi-définitives (sd). Les données de l'année N sont définitives lors de la diffusion d'avril de l'année N+2.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

Avertissements

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées car les effectifs de ces mesures sont faibles, et elles ont été reportées dans la catégorie post-sentencielle car les personnes restent condamnées malgré l'ajournement de leurs mesures. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées en raison des faibles effectifs de la seconde mesure.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions mineures sur les séries, y compris aux périodes considérées comme définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives aux nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

Glossaire des mesures et abréviations

Abréviation	Nom complet
-------------	-------------

Alternatives aux poursuites

Stage (alternative)	Stage (alternative)
TNR	Travail non rémunéré

Mesures présentencielles

ARSE	Assignation à résidence sous surveillance électronique
ARSEM	Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile
Contrôle judiciaire	Contrôle judiciaire

Mesures post sentencielles

Ajournement	Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve
Contrainte pénale	Contrainte pénale
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine)
Interdiction de séjour	Interdiction de séjour
Libération conditionnelle (AP)	Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine
LSC sous libération conditionnelle	Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
Sursis probatoire	Sursis probatoire
Suspension (raison médicale)	Suspension de peine pour raison médicale
Stage	Peine et obligation de stage
Sursis-TIG	Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général
TIG	Travail d'intérêt général
Obligation de TIG	Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

Mesures de sûreté suite à une condamnation

PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
Surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire
Suivi socio-judiciaire	Suivi socio-judiciaire

Autres abréviations

CPIP	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
JAP	Juge de l'application des peines
PPSMJ	Personne placée sous main de justice
SAP	Service de l'application des peines
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation

Sommaire

Tableau	Intitulé
---------	----------

Population suivie

Tableau 1	Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe
Tableau 2	Personnes suivies en milieu ouvert, par tranche d'âge
Tableau 3	Âge des personnes (en années) suivies en milieu ouvert, par sexe
Tableau 4	Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité
Tableau 5	Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 6	Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile

Mesures suivies

Tableau 7	Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie
Tableau 8	Alternatives aux poursuites et mesures présentencielle suivies en milieu ouvert
Tableau 9	Mesures post-sentencielle suivies en milieu ouvert
Tableau 10	Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert
Tableau 11	Proportion de femmes selon les mesures
Tableau 12	Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures
Tableau 13	Âge médian (en années) des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures

Nouvelles personnes et nouvelles mesures suivies

Tableau 14	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe
Tableau 15	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile
Tableau 16	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie
Tableau 17	Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentencielle
Tableau 18	Nouvelles mesures post-sentencielle suivies en milieu ouvert
Tableau 19	Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert
Tableau 20	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative du domicile

Population suivie

Au 30 septembre 2024

Tableau 1 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe

Sexe	31/03/21	30/06/21	30/09/21	31/12/21	31/03/22	30/06/22	30/09/22	31/12/22	31/03/23 (sd)	30/06/23 (sd)	30/09/23 (sd)	31/12/23 (sd)	31/03/24 (sd)	30/06/24 (sd)	30/09/24 (p)
Femmes	11 744	11 981	11 996	12 066	12 556	12 916	12 971	12 756	13 135	13 163	13 007	13 132	13 165	13 229	13 109
Hommes	151 655	154 373	156 793	158 395	162 592	165 924	166 130	164 487	166 736	167 041	165 894	163 951	164 785	165 047	163 705
Total	163 399	166 354	168 789	170 461	175 148	178 840	179 101	177 243	179 871	180 204	178 901	177 083	177 950	178 276	176 814

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI
Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 2 : Personnes suivies en milieu ouvert, par tranche d'âge

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
18 à 19 ans	5 646	5 110	4 616	4 357
20 à 24 ans	28 720	29 101	28 335	27 844
25 à 29 ans	25 471	26 936	26 832	26 230
30 à 39 ans	48 468	51 014	51 258	50 648
40 à 49 ans	34 034	37 431	37 932	38 248
50 à 59 ans	18 216	20 114	20 442	20 115
60 ans et plus	8 208	9 167	9 461	9 340
Non renseigné	26	228	25	32
Total	168 789	179 101	178 901	176 814

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 3 : Âge des personnes (en années) suivies en milieu ouvert, par sexe

		30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Âge médian	Femmes	36,1	36,8	36,9	37,1
	Hommes	34,9	35,3	35,6	35,8
	Ensemble	35,0	35,4	35,7	35,9
Âge moyen	Femmes	37,6	38,0	38,1	38,0
	Hommes	36,7	37,1	37,3	37,4
	Ensemble	36,7	37,2	37,4	37,5

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : l'âge médian est l'âge qui sépare une population en deux groupes numériquement égaux, le premier contenant la moitié des plus jeunes, le second la moitié des plus âgés

Tableau 4 : Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Française	153 611	162 025	161 514	160 025
UE hors France	2 283	2 575	2 616	2 542
Reste de l'Europe	775	909	957	909
Afrique	8 414	9 250	9 523	9 055
Amérique	655	726	694	684
Asie et Océanie	1 286	1 492	1 522	1 470
Autres	1 765	2 124	2 075	2 129
Total	168 789	179 101	178 901	176 814

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : la catégorie "Autres" regroupe les apatrides et les cas non renseignés.

Tableau 5 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Auvergne-Rhône-Alpes	19 117	20 282	20 648	20 321
Bourgogne-Franche-Comté	8 290	8 811	9 062	8 699
Bretagne	7 606	7 790	7 577	7 513
Centre-Val de Loire	7 030	7 156	6 959	6 941
Corse	779	922	954	916
Grand Est	14 917	15 363	14 962	14 712
Guadeloupe	1 284	1 424	1 467	1 495
Guyane	881	708	727	851
Hauts-de-France	17 192	18 058	18 006	17 958
Île-de-France	25 604	27 599	27 968	28 129
La Réunion	2 429	2 888	2 841	2 920
Martinique	898	1 039	1 003	1 037
Mayotte	359	347	370	659
Normandie	8 917	9 423	9 091	9 259
Nouvelle-Aquitaine	15 461	16 505	16 193	15 531
Occitanie	16 160	17 677	17 841	17 357
Pays de la Loire	8 696	9 148	9 052	8 889
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 169	13 961	14 180	13 627
France entière	168 789	179 101	178 901	176 814

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Tableau 6 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile

Au 30 septembre 2024 (p)	Nombre de PPSMJ	Âge médian en années	Proportion de femmes	Proportion d'étrangers
Auvergne-Rhône-Alpes	20 321	35,7	7,5%	9,8%
Bourgogne-Franche-Comté	8 699	36,4	8,6%	5,6%
Bretagne	7 513	37,8	8,1%	5,1%
Centre-Val de Loire	6 941	35,8	6,7%	9,0%
Corse	916	39,6	9,3%	8,7%
Grand Est	14 712	36,6	8,4%	7,3%
Guadeloupe	1 495	36,5	6,4%	4,7%
Guyane	851	31,3	9,0%	21,6%
Hauts-de-France	17 958	36,1	7,0%	4,8%
Île-de-France	28 129	33,6	6,1%	20,2%
La Réunion	2 920	35,8	6,5%	1,3%
Martinique	1 037	36,4	6,4%	2,8%
Mayotte	659	29,6	2,6%	24,0%
Normandie	9 259	37,3	7,2%	4,7%
Nouvelle-Aquitaine	15 531	37,1	8,1%	6,9%
Occitanie	17 357	36,0	8,4%	9,4%
Pays de la Loire	8 889	36,1	6,9%	7,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 627	35,9	7,4%	10,1%
France	176 814	35,9	7,4%	9,5%

3

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Mesures suivies

Au 30 septembre 2024

Tableau 7 : Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

	30/09/21	31/12/21	31/03/22	30/06/22	30/09/22	31/12/22	31/03/23 (sd)	30/06/23 (sd)	30/09/23 (sd)	31/12/23 (sd)	31/03/24 (sd)	30/06/24 (sd)	30/09/24 (p)
Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles	10 420	10 256	10 857	11 279	11 454	11 464	12 467	12 994	12 800	12 783	13 113	13 369	13 062
Mesures post-sentencielles	174 370	176 905	182 249	185 878	185 616	183 258	185 149	184 707	183 087	180 702	181 133	181 002	179 316
Mesures de sûreté suite à une condamnation	7 852	7 942	7 939	7 991	7 968	7 919	8 012	8 077	8 223	8 265	8 272	8 342	8 412
Total	192 642	195 103	201 045	205 148	205 038	202 641	205 628	205 778	204 110	201 750	202 518	202 713	200 790

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).
- les **mesures présentencielles** : l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.
- les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Tableau 8 : Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles suivies en milieu ouvert

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
ARSE/ARSEM	471	558	636	658
Contrôle judiciaire	5 579	6 193	6 543	6 561
Stage (alternative)	2 480	3 027	3 824	4 047
Travail non rémunéré	1 890	1 676	1 797	1 796
Total	10 420	11 454	12 800	13 062

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile.

Tableau 9 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Ajournement	42	31	21	28
Contrainte pénale	415	102	35	14
DDSE	1 386	1 264	1 162	1 050
Interdiction de séjour	2 350	2 299	2 557	2 338
Libération conditionnelle (AP)	4 199	3 856	3 281	2 966
LSC sous libération conditionnelle	435	509	894	730
SME	49 173	14 631	5 402	2 571
Sursis probatoire	86 833	135 484	144 852	145 262
Suspension (raison médicale)	154	131	123	129
Stage	2 099	2 598	2 390	2 176
Sursis-TIG	2 282	451	199	99
TIG	20 917	19 459	17 957	18 058
Obligation de TIG	4 085	4 801	4 214	3 895
Total	174 370	185 616	183 087	179 316

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

so : sans objet

Tableau 10 : Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
PSEM	31	32	34	36
Surveillance judiciaire	269	261	217	175
Suivi socio-judiciaire	7 552	7 675	7 972	8 201
Total	7 852	7 968	8 223	8 412

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

Tableau 11 : Proportion de femmes selon les mesures

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Ajournement	14,3%	NC	NC	21,4%
ARSE/ARSEM	6,6%	5,9%	4,6%	7,3%
Contrôle judiciaire	8,6%	8,5%	8,2%	8,6%
Stage (alternative)	10,0%	9,2%	9,3%	10,4%
TNR	12,1%	12,3%	13,8%	12,9%
Contrainte pénale	5,8%	5,9%	0,0%	0,0%
DDSE	6,7%	7,0%	7,9%	8,6%
Interdiction de séjour	5,8%	4,4%	4,6%	5,0%
Libération conditionnelle (AP)	10,7%	10,3%	9,5%	9,4%
LSC sous libération conditionnelle	7,4%	7,5%	4,7%	7,8%
SME	6,0%	4,4%	3,1%	1,7%
Sursis probatoire	6,8%	7,0%	7,0%	7,0%
Suspension (raison médicale)	7,1%	6,1%	4,1%	7,8%
Stage	5,8%	5,6%	5,9%	7,6%
Sursis-TIG	6,2%	1,8%	NC	NC
TIG	9,5%	9,9%	9,8%	10,3%
Obligation de TIG	7,2%	7,2%	7,7%	8,4%
PSEM	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Surveillance judiciaire	2,6%	2,3%	3,2%	NC
Suivi socio-judiciaire	2,5%	2,8%	2,5%	2,6%
Ensemble	6,9%	7,1%	7,1%	7,3%

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

Tableau 12 : Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Ajournement	NC	0,0%	NC	NC
ARSE/ARSEM	16,1%	17,7%	17,5%	16,9%
Contrôle judiciaire	12,2%	13,4%	12,7%	12,2%
Stage (alternative)	7,6%	9,4%	10,3%	10,9%
TNR	7,1%	6,4%	7,2%	8,3%
Contrainte pénale	8,4%	8,8%	NC	NC
DDSE	6,3%	5,9%	5,9%	7,2%
Interdiction de séjour	21,4%	22,3%	21,4%	21,2%
Libération conditionnelle (AP)	10,1%	12,2%	10,7%	10,4%
LSC sous libération conditionnelle	11,3%	15,1%	15,5%	12,7%
SME	9,0%	8,8%	9,2%	9,5%
Sursis probatoire	8,6%	9,2%	9,3%	9,1%
Suspension (raison médicale)	8,4%	9,2%	10,6%	9,3%
Stage	11,1%	13,3%	14,6%	13,9%
Sursis-TIG	8,5%	11,8%	10,1%	12,1%
TIG	8,3%	8,8%	9,5%	9,1%
Obligation de TIG	5,9%	6,2%	6,2%	5,6%
PSEM	0,0%	NC	NC	NC
Surveillance judiciaire	6,7%	6,1%	6,5%	6,3%
Suivi socio-judiciaire	5,2%	5,6%	5,7%	6,1%
Ensemble	8,8%	9,3%	9,5%	9,3%

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée .

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

Tableau 13 : Âge médian (en années) des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures

	30/09/21	30/09/22	30/09/23 (sd)	30/09/24 (p)
Ajournement	37,3	40,7	42,9	43,1
ARSE/ARSEM	29,7	30,3	30,3	31,0
Contrôle judiciaire	32,1	32,5	32,7	32,7
Stage (alternative)	32,3	33,3	34,4	34,8
TNR	25,6	25,6	25,7	26,3
Contrainte pénale	38,6	38,8	39,8	38,8
DDSE	33,1	32,7	32,6	33,8
Interdiction de séjour	30,4	31,1	31,0	30,9
Libération conditionnelle (AP)	36,6	36,6	37,1	37,5
LSC sous libération conditionnelle	32,5	31,2	30,3	32,4
SME	35,3	34,3	33,3	33,6
Sursis probatoire	35,3	35,9	36,0	36,1
Suspension (raison médicale)	58,6	55,9	58,5	57,9
Stage	33,7	34,5	35,1	34,9
Sursis-TIG	29,3	28,2	28,0	28,6
TIG	26,8	27,3	27,9	28,2
Obligation de TIG	27,8	27,5	26,8	26,6
PSEM	54,1	54,6	54,8	51,6
Surveillance judiciaire	52,0	51,3	53,1	55,1
Suivi socio-judiciaire	47,4	47,7	47,5	47,2
Ensemble	34,3	34,9	35,2	35,3

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : peine et obligation de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

so : sans objet

Nouvelles personnes et nouvelles mesures suivies

Au 30 septembre 2024

Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
Femmes	1 602	1 855	1 962	1 926	1 444	1 784	2 047	1 961	1 514	2 064	2 024	1 982	1 590
Hommes	19 047	21 941	22 375	21 710	17 025	20 632	22 581	21 644	16 846	20 674	22 300	20 860	17 392
Total	20 649	23 796	24 337	23 636	18 469	22 416	24 628	23 605	18 360	22 738	24 324	22 842	18 982

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 15 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
Auvergne-Rhône-Alpes	2 141	2 618	2 566	2 580	1 901	2 561	2 859	2 604	1 954	2 612	2 619	2 449	1 900
Bourgogne-Franche-Comté	917	1 133	1 171	1 167	880	1 237	1 357	1 182	934	1 154	1 121	1 084	940
Bretagne	788	968	965	895	723	882	1 103	958	633	885	954	985	780
Centre-Val de Loire	901	979	918	877	731	938	914	923	703	893	910	837	732
Corse	94	134	123	126	134	135	119	117	85	116	157	141	122
Grand Est	1 846	2 135	1 931	1 897	1 499	1 861	2 101	1 985	1 491	1 927	1 934	1 814	1 601
Guadeloupe	178	156	219	182	185	172	181	231	147	153	218	227	198
Guyane	99	154	115	121	117	143	156	144	110	130	131	143	138
Hauts-de-France	2 104	2 465	2 483	2 326	1 911	2 227	2 605	2 270	1 864	2 233	2 502	2 445	1 874
Île-de-France	3 510	3 772	3 795	3 741	3 109	3 454	3 729	3 733	3 088	3 586	3 770	3 631	3 543
La Réunion	301	373	343	454	421	390	339	453	327	336	460	441	347
Martinique	121	151	169	135	118	106	150	161	135	118	163	147	136
Mayotte	89	43	91	68	39	102	47	93	48	147	156	159	144
Normandie	1 079	1 114	1 290	1 215	955	1 023	1 209	1 167	908	1 301	1 325	1 229	937
Nouvelle-Aquitaine	1 815	2 321	2 298	2 245	1 611	2 074	2 241	2 010	1 655	1 909	2 303	1 895	1 466
Occitanie	2 018	2 253	2 443	2 420	1 810	2 280	2 329	2 332	1 649	2 111	2 295	2 180	1 845
Pays de la Loire	1 053	1 171	1 213	1 202	878	946	1 151	1 115	993	1 130	1 200	1 173	899
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 595	1 856	2 204	1 985	1 447	1 885	2 038	2 127	1 636	1 997	2 106	1 862	1 380
France	20 649	23 796	24 337	23 636	18 469	22 416	24 628	23 605	18 360	22 738	24 324	22 842	18 982

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 16 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles	2 328	2 745	3 017	3 192	2 507	3 038	3 509	3 503	2 490	3 411	3 447	3 307	2 583
Mesures post-sentencielles	27 971	31 601	32 342	31 173	24 301	29 083	32 317	30 671	24 474	29 554	31 838	29 788	25 116
Mesures de sûreté suite à une condamnation (hors PSEM)	446	504	468	519	459	444	522	512	614	504	584	560	528
Total	30 745	34 850	35 827	34 884	27 267	32 565	36 348	34 686	27 578	33 469	35 869	33 655	28 227

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).
- les **mesures présentencielles** : l’assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.
- les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle; en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures de PSEM ne sont pas renseignées ici du fait de trop faibles effectifs et sont retirées du total.

Tableau 17 : Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentencielles

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
ARSE/ARSEM	161	191	216	213	180	195	217	266	210	241	203	244	197
Contrôle judiciaire	1 048	1 092	1 184	1 266	1 152	1 110	1 263	1 252	1 030	1 206	1 150	1 174	1 115
Stage (alternative)	591	759	875	898	639	944	1 116	1 055	689	1 156	1 233	1 025	678
TNR	528	703	742	815	536	789	913	930	561	808	861	864	593
Total	2 328	2 745	3 017	3 192	2 507	3 038	3 509	3 503	2 490	3 411	3 447	3 307	2 583

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ;

TNR : travail non rémunéré.

Tableau 18 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
Ajournement	NC	17	NC	10	NC	13	NC	12	9	NC	NC	9	NC
Contrainte pénale	<5	0	<5	0	<5	0	<5	<5	<5	0	0	0	0
DDSE	739	756	849	805	601	734	778	677	556	612	619	600	498
Interdiction de séjour	254	283	268	297	244	340	331	362	315	296	315	285	287
Libération conditionnelle (AP)	1 318	1 409	1 213	1 282	1 172	1 173	1 177	1 156	1 014	1 029	1 023	998	890
LSC sous libération conditionnelle	379	368	403	456	406	390	1 248	926	973	966	924	925	928
SME	882	647	471	334	220	204	209	135	144	111	68	32	46
Sursis probatoire	18 757	21 728	22 826	21 973	17 408	20 804	22 829	21 880	17 115	20 911	22 777	21 004	17 804
Suspension (raison médicale)	33	27	19	27	17	19	26	22	14	26	24	21	21
Stage	424	581	517	539	377	457	547	516	326	477	505	483	351
Sursis-TIG	40	13	14	10	14	5	9	<5	<5	<5	<5	5	<5
TIG (Peine et obligation)	5 126	5 772	5 745	5 440	3 832	4 944	5 154	4 982	4 004	5 112	5 566	5 426	4 278
Total	27 971	31 601	32 342	31 173	24 301	29 083	32 317	30 671	24 474	29 554	31 838	29 788	25 116

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions :

Ajournement : ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : obligation et peine de stage ;

Sursis-TIG : sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

TIG : peine de travail d'intérêt général ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

Tableau 19 : Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

	2021T3	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1 (sd)	2023T2 (sd)	2023T3 (sd)	2023T4 (sd)	2024T1 (sd)	2024T2 (sd)	2024T3 (p)
Surveillance judiciaire	20	29	23	30	24	20	16	17	16	22	9	23	16
Suivi socio-judiciaire	426	475	445	489	435	424	506	495	598	482	575	537	512
Total (hors mesures de PSEM)	446	504	468	519	459	444	522	512	614	504	584	560	528

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précision : les mesures de PSEM ne sont pas renseignées en raison du secret statistique et ne sont pas non plus incluses dans le total.

Tableau 20 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative du domicile

2024 T3 (p)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	1 901	295	96	583	2 875
Bourgogne-Franche-Comté	848	172	26	458	1 504
Bretagne	748	109	35	242	1 134
Centre-Val de Loire	675	164	27	254	1 120
Corse	133	17	NC	NC	189
Grand Est	1 426	335	46	505	2 312
Guadeloupe	172	57	16	34	279
Guyane	118	19	9	65	211
Hauts-de-France	1 887	366	46	514	2 813
Île-de-France	3 293	685	210	933	5 121
La Réunion	330	73	<5	NC	460
Martinique	117	14	9	32	172
Mayotte	98	29	7	61	195
Normandie	933	212	20	312	1 477
Nouvelle-Aquitaine	1 318	360	64	503	2 245
Occitanie	1 661	408	115	656	2 840
Pays de la Loire	971	122	27	253	1 373
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 175	210	124	398	1 907
France	17 804	3 647	877	5 803	28 227

Source : ministère de la justice, SSER, fichier statistique APPI

Champ : France, hors collectivités d'outre-mer

Précisions : la catégorie "Autres" regroupe les mesures d'alternatives aux poursuites, les mesures présentencielles, les mesures de sûreté suite à une condamnation et les autres mesures post-sentencielles : ajournement, contrainte pénale, DDSE, interdiction de séjour, LSC sous libération conditionnelle, SME, suspension (raison médicale), stage, sursis-TIG, obligation de TIG.

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle (aménagement de peine) ; TIG : peine de travail d'intérêt général.

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Sources

Depuis juillet 2019, les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO) sont produites par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER), service statistique ministériel de la Justice. Elles ont été rétropolées à partir de 2016 pour disposer d'une série de données cohérentes dans le temps. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études (Me5) de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

Les STMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles aient lieu en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau de la donnée de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Les règles de gestion sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placement et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques trimestrielles de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par le SSER.

Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques trimestrielles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des STMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis probatoire, sursis assorti d'un TIG (STIG), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), la libération conditionnelle (LC), la contrainte pénale, les TIG et travaux non rémunérés, l'interdiction de séjour, les stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendus par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG, sursis probatoires et LC sont aussi suspendus par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le travail non rémunéré, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non, le suivi socio-judiciaire et les mesures d'ajournement peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, les personnes exécutant ces mesures sont ainsi déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la SSER, elles ne sont pas prises en compte dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont elles font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.